

L'écologisme contre le peuple!



CHRONIQUE
Luc Ferry

Voiture électrique imposée et mort de la voiture thermique en 2035 au risque d'une destruction massive d'une grande partie de l'industrie automobile européenne et de ses sous-traitants, une décision autoritaire assortie de pertes d'emplois incommensurables, des zones à faible émission (ZFE, dites aussi « zones à fort emmerdement »...) qui créent un véritable apartheid social, des éoliennes qui transforment tous les paysages en sites industriels au risque d'abîmer l'attractivité touristique de notre pays, un raccourcissement de ces affreux moulins à vent aux systèmes de l'EDF qui peut coûter plus de 300 milliards, une véritable persécution des artisans dans des centres-villes piétonnisés où ils ne peuvent plus travailler : si l'écologie veut un jour se faire aimer, il faudrait qu'elle cesse de s'ingénier à pourrir la vie des classes populaires!

Hélas, le simple fait de relever ces aberrations vous vaut la vindicte d'une gauche qui, héritière de la « Pensée 68 », a définitivement abandonné la question sociale et l'idée républicaine au profit du sociétal. Un récent dossier de « l'Obs » rédigé par d'obscures épigones de Foucault et Derrida passés de l'apologie des Khmers rouges à celle des Khmers verts, accuse d'être climatosceptiques tous ceux qui, comme Alexandre Jardin, osent s'inquiéter de la rupture grandissante entre l'écologie politique et les aspirations des classes populaires.

Comme le notait pourtant à fort juste titre Christophe Guilluy à propos des ZFE dans un récent entretien accordé au *Point*, « il y a un "on est chez nous" qui consiste à rejeter tout compromis

qui tiendrait compte des intérêts et des aspirations du "reste de la société". La ZFE en est l'illustration parfaite. Elle s'inscrit dans une mécanique de sécession enclenchée dans les années 1980 qui a vu les élites, puis cette nouvelle bourgeoisie "progressiste", se citadelliser. » Bien vu, à ceci près que ce que Guilluy appelle ici « nouvelle bourgeoisie progressiste » désigne en réalité ce que Chevènement appelait la « gauche américaine », cette frange de la gauche « bobo » qui n'a jamais aimé le peuple. Il est vrai que ce « progressisme » a hélas réussi à gagner une partie de la droite.

Si l'écologie veut un jour se faire aimer, il faudrait qu'elle cesse de s'ingénier à pourrir la vie des classes populaires!

Tout commence en 1992 au sommet de Rio, qui, sous couvert de « risque zéro », allait enchanter les élites de gauche mais désespérer les « blaireaux qui roulent en diesel » : « En cas de risques de dommages graves et irréversibles, pouvait-on lire dans la déclaration finale, l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures visant à prévenir la dégradation de l'environnement. » Comme il n'y a jamais de certitude absolue, cette formulation ouvrait la porte à toutes les interdictions possibles et imaginables.

C'est pourtant ce charabia que reprend la loi Barnier de 1995 avec l'assentiment d'un Chirac

marabouté par Nicolas Hulot au point de croire tout ce que racontent les Verts : « L'absence de certitudes compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives visant à prévenir la dégradation de l'environnement. » Une première application de ce fichu « principe » aura lieu en septembre 1998, le Conseil d'État annulant à la demande de Greenpeace un arrêté du ministère de l'Agriculture qui autorisait la commercialisation d'OGM pourtant bien inoffensifs.

C'est au terme de cette brève histoire de l'obscurantisme qu'on assiste en février 2005 à l'inscription dans notre Constitution de ce chef-d'œuvre digne des savants de Molière : « Lorsque la réalisation d'un dommage, bien qu'incertaine en l'état de nos connaissances scientifiques, pourrait affecter de manière grave et irréversible l'environnement, les autorités publiques veilleront, par application du principe de précaution et, dans leurs domaines d'attribution, à la mise en œuvre d'évaluations des risques et à l'adoption de mesures provisoires et proportionnées afin de parer à la réalisation du dommage. » En langage normal : ce n'est pas parce qu'on ne sait pas si quelque chose est dangereux qu'il ne faut pas l'interdire ! À ce compte, on n'aurait jamais mis l'aspirine sur le marché ! Dénoncer l'inanité de ces redditions de la droite aux injonctions d'une gauche qui rêve encore d'en finir avec le capitalisme ne signifie pas qu'on est climatosceptique. Il s'agit seulement de faire enfin comprendre que la rupture entre le peuple et les élites ne peut se faire qu'au détriment d'une écologie intelligente. ■